MÉDECINE
LIBÉRALE
JOURNAL DE L'UNION DES MÉDECINS LIBÉRAUX DE **NOUVELLE-AQUITAINE**



Hors-série
Communication sur les médecins libéraux

#30
Sept. 2026

URPS MÉDECINS LIBÉRAUX Nouvelle-Aquitaine

Version dématérialisée sur le site :
www.urpsml-na.org

P. 3
Démographie médicale et accès aux soins en Nouvelle-Aquitaine (1999-2025)

P. 4-5
Les néo-aquitains et leurs médecins

P. 6
Médecins libéraux de Nouvelle-Aquitaine : comment vous percevez-vous ?

P. 7
Poser un regard plus juste sur la médecine libérale

ÉDITO

Quand les faits parlent d'eux-mêmes

Il existe des moments où les discours s'effacent devant les faits. Les incendies qui ont frappé la Gironde et les Landes cet été en font partie.

Face à l'ampleur de la situation et aux évacuations massives de populations, une question ne s'est jamais posée : les médecins libéraux seraient-ils présents ? Ils l'ont été. Plus de 450 d'entre vous ont répondu aux appels à mobilisation pour assurer une continuité de soins auprès des populations évacuées, dans des conditions particulièrement difficiles.

Médecins généralistes, pédiatres, psychiatres… Vous avez réorganisé vos agendas, quitté vos cabinets ou vos vacances et rejoint les dispositifs mis en place sur le terrain. Pendant 12 jours, l'URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine a elle-même interrompu ses activités habituelles pour fonctionner H24 en gestion de crise, en lien étroit avec l'ARS, le SAS de Gironde et sa composante libérale (ASSUM33), les Ordres et URPS des différentes professions de santé, la FACS Nouvelle-Aquitaine et les DAC, AgoraLib' et les CPTS, SOS Médecins, l'Assurance Maladie et l'ensemble des acteurs mobilisés.

Cette crise a montré, une nouvelle fois, la force du collectif ambulatoire et sa capacité à s'organiser rapidement pour répondre aux besoins d'un territoire.

Elle intervient pourtant dans un contexte où la médecine libérale est régulièrement désignée comme responsable des difficultés de notre système de santé. Accès aux soins, déserts médicaux, permanence des soins… Les mêmes reproches reviennent, tandis que les contraintes pesant sur l'exercice se multiplient. Cette vision occulte une réalité essentielle : les médecins libéraux ne sont pas à l'origine des difficultés actuelles. Ils les subissent eux aussi chaque jour, à la limite de l'épuisement professionnel, et continuent malgré tout à faire fonctionner notre système de soins.

C'est précisément cette réalité que votre Union souhaite aujourd'hui remettre au centre du débat.

Nous avons d'abord voulu objectiver la situation. Une enquête menée auprès des médecins libéraux de Nouvelle-Aquitaine a permis de recueillir votre perception de l'exercice et de mesurer le profond décalage entre la relation que vous entretenez avec vos patients et le sentiment de déconsidération exprimé par les institutions, médias et, plus largement, dans le débat public (p. 6). En parallèle, un sondage réalisé avec l'IFOP et Sud Ouest nous a permis d'interroger les néo-aquitains sur leur réalité vécue (p. 3 & p. 4).

À partir de ces regards croisés, nous avons décidé de lancer, à la fin du mois de septembre, une campagne de communication destinée au grand public (P 7). Il s'agit d'expliquer ce qu'est la médecine libérale, ce qu'elle apporte quotidiennement aux patients et pourquoi elle est indispensable à notre système de soins.
Ce numéro spécial vise à vous donner les principales clés de ce travail d'analyse et vous livrer en avant-première les éléments de la communication qui va être lancée fin septembre.

Les incendies de cet été nous l'ont rappelé avec force : dans l'urgence comme au quotidien, la médecine libérale est un maillon essentiel de notre système de santé. Derrière chaque médecin libéral, il y a un professionnel engagé auprès de ses patients, mais aussi un acteur indispensable à la vie et à la santé de son territoire.

C'est cette réalité que nous voulons aujourd'hui rendre visible, faire entendre et défendre collectivement : « mon médecin libéral, il est vital ! »

Bonne rentrée à toutes et à tous.

Bien confraternellement,



Dr Didier SIMON
Président de l'URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine

Journal édité par l'Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine - Septembre 2026
ISSN 2553-9213 - 105 rue Belleville - CS 71241 - 33074 Bordeaux cedex - Tél. 05 56 56 57 10 - Web : urpsml-na.org - Courriel : contact@urpsml-na.org

Responsable de la publication : Didier SIMON, Président de l'URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine

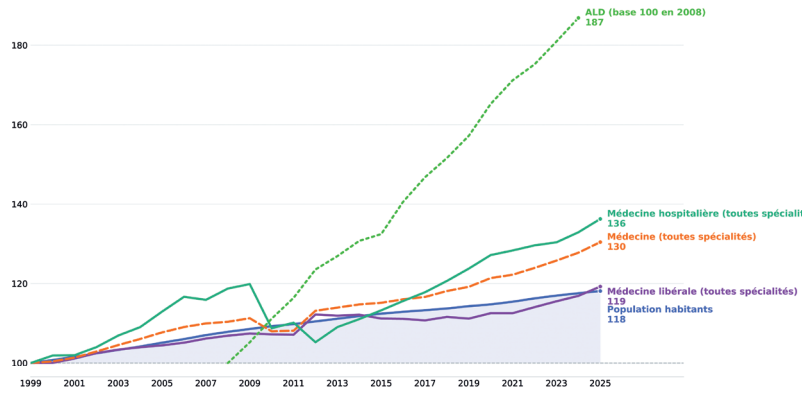
Comité de rédaction et contributions : Philippe ARRAMON-TUCOO - Emmanuel BATAILLE - Imad CHAABAN - Jean-Luc DELABANT - Philippe DURANDET - Xavier GOUYOU-BEAUCHAMPS Stéphane LACHER-FOUGERE - Guillaume LE BARBENCHON - Marjorie MARTIN - Isabelle PETIT-BREUILH - Didier SIMON

Coordination : Margot ESPINE **- Design graphique :** www.junglecactus.fr

DÉMOGRAPHIE MÉDICALE ET ACCÈS AUX SOINS (1999-2025)

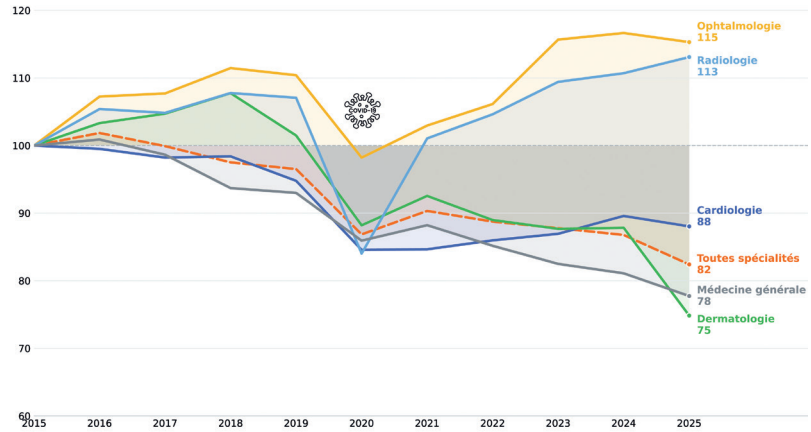
Evolution des effectifs en Nouvelle-Aquitaine (base 100 en 1999)

Population, médecins et affections de longue durée (ALD) - 1999-2025



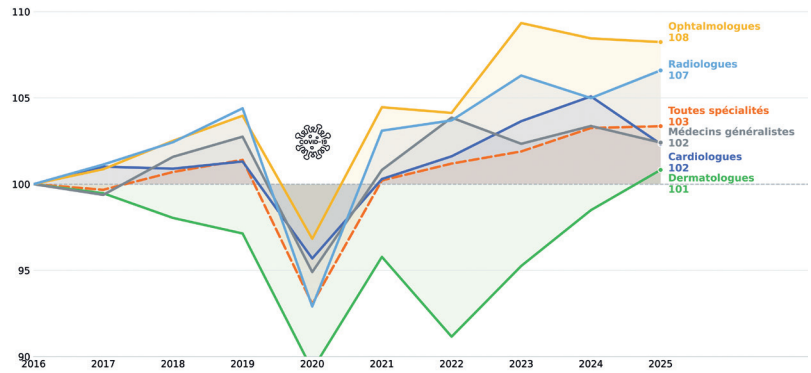
Evolution du nombre d'actes par médecin libéral en Nouvelle-Aquitaine (base 100 en 2015)

Nombre annuel d'actes par praticien, par spécialité - 2015-2025



Evolution de la file active de patients par spécialite libéral en Nouvelle-Aquitaine (base 100 en 2016)

Nombre de patients suivis par médecin, par spécialité - 2016-2025



Sources datas ISPL / CNAM / DREES - Exploitation URPS ML NA

Des effectifs médicaux qui progressent plus vite que la population

Le **numerus clausus,** mis en place dès 1971, autorise 8 500 places par an pour atteindre le point historique le plus bas de 1993 à 1998 à hauteur de 3 500 étudiants au niveau national.

Malgré ces quotas, entre 1999 et 2025, le nombre total de médecins de la région augmente de 1,03% par an (indice 130), alors que la population de la Nouvelle-Aquitaine croît de **0,64% par an** (indice 118 en 2025, base 100 en 1999).

Cette progression est toutefois contrastée selon les disciplines : **+0,71 %/an pour la médecine générale** (indice 120) contre **+1,33 %/an pour les autres spécialités** (indice 141). Cette augmentation a en réalité bénéficié au secteur hospitalier et est venue renforcer une logique de surspécialité. La démographie des spécialistes libéraux a donc connu une baisse notable dans la plupart des territoires (voir site).

Une charge de travail et une activité par médecin qui se transforment

Alors que le temps de travail des médecins reste élevé (**entre 50 et 55h hebdomadaires**), **la durée moyenne de consultation augmente légèrement** (+13%) en raison d'un accroissement de la complexité des consultations cliniques.

Ceci est cohérent avec la baisse du nombre d'actes par médecin observée entre 2015 et 2025 pour les spécialités cliniques : généralistes **-22 %,** dermatologues **-25 %,** cardiologues -**12 %.**

Malgré tout, la file active de patients par médecin est en légère progression, mais certainement au détriment du suivi de chaque patient.

De leur côté, les spécialités techniques ont travaillé sur des leviers d'organisation et d'innovations technologiques qui leur ont permis d'augmenter le nombre d'actes par médecin : pour exemple les ophtalmologues **+15 %** et les radiologues **+13 %**.

Une évolution des besoins de santé et un manque de prévention primaire

Globalement, la croissance du nombre de médecins est très largement inférieure aux besoins d'une population vieillissante et à la progression des affections de longue durée : **croissance des ALD 3 fois plus forte que celle des médecins.**

Ce constat souligne un **manque de prévention primaire** en France depuis plusieurs années de la part des autorités publiques : l'effort porte historiquement sur la prise en charge curative des maladies chroniques plutôt que sur leur prévention en amont, ce qui contribue à alimenter la charge de suivi pesant sur une offre médicale par ailleurs en croissance modérée.

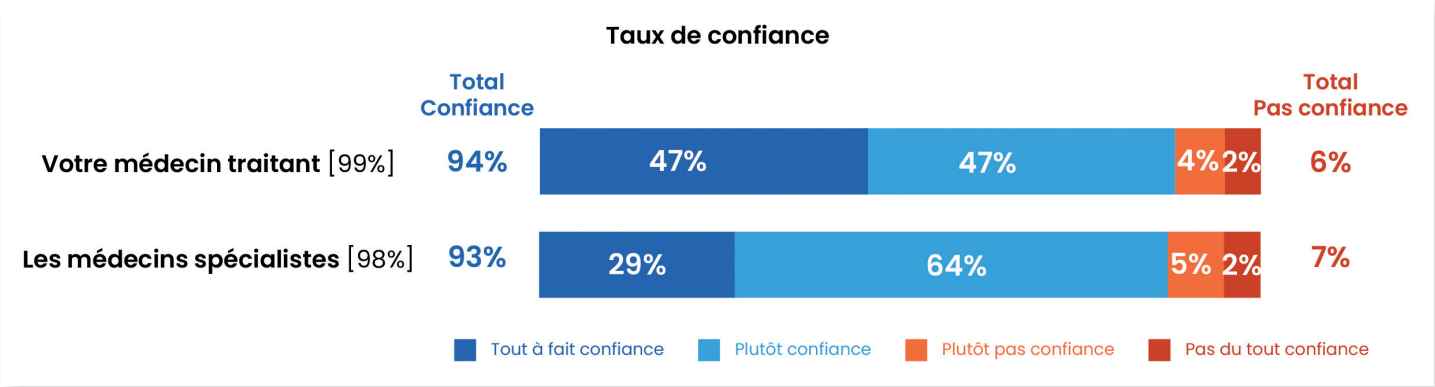
Pour lire l'étude démographique approfondie

LES NÉO-AQUITAINS ET LEURS MÉDECINS

L'étude met en évidence une ambivalence dans le rapport qu'ont les néo-aquitains à leur système de santé. D'un côté, la confiance envers les médecins libéraux demeure exceptionnellement élevée. De l'autre, les habitants constatent une dégradation de l'accès aux soins : délais de rendez-vous, difficultés à consulter des spécialistes et inégalités territoriales. Face à cette fragilisation, les répondants privilégient des solutions fondées sur une meilleure organisation de l'offre de soins, une coordination renforcée et une utilisation plus efficiente des ressources.

Les médecins libéraux restent des piliers du système de santé

Au cours des 12 derniers mois, **91% des répondants ont consulté un généraliste,** dont près de deux tiers à plusieurs reprises : au moins 3 consultations pour 65% des plus de 75 ans et 57% des parents d'enfants de moins de 8 ans. Sur la même période, **70% ont consulté un médecin spécialiste.**

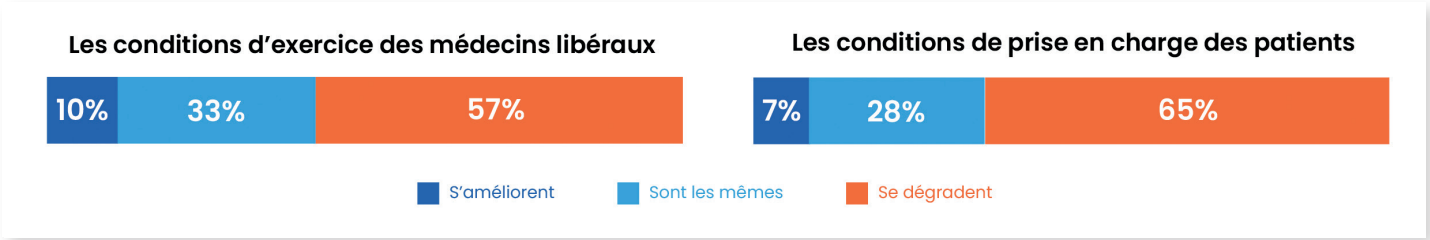


Cette relation régulière s'inscrit dans un cadre de confiance élevé : **94% des néo-aquitains font confiance à leur médecin traitant et 93% à leur médecin spécialiste.** Selon Jérôme Fourquet, directeur de département à l'IFOP, cette cote de confiance est quasi unique, tous secteurs d'activité confondus, dans une société française marquée par la défiance. Un constat partagé par les médecins : 96% estiment être bien considérés par leurs patients (cf. enquête p.6). S'il y a défiance, elle se situe plutôt dans le rapport aux institutions et injonctions politiques.

Dans la relation de soins : **85% respectent l'opinion des médecins qu'ils consultent et 64% n'ont pas de doute sur le diagnostic ou les conseils reçus.** Par ailleurs, 77% estiment que leur médecin généraliste leur consacre suffisamment de temps, contre 57% pour les spécialistes.

Des difficultés d'accès aux soins avant tout liés à la pénurie de l'offre médicale

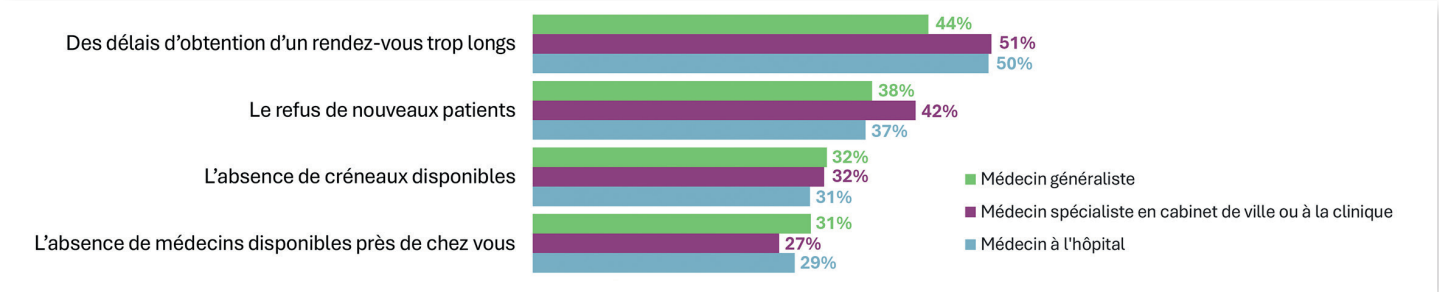
Les néo-aquitains constatent une dégradation du système de santé, tant dans la prise en charge des patients que dans les conditions d'exercice des médecins.



L'obtention d'un rendez-vous est le principal point de blocage : 74% l'évoquent pour un spécialiste libéral, un taux similaire à celui des spécialistes hospitaliers (72%). En revanche, 63% considèrent que l'accès aux généralistes reste facile, avec des disparités en fonction de l'âge et du territoire (voir notre site).

Sondage réalisé par l'IFOP pour l'URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine et Sud-Ouest du 12 au 20 mai 2026 auprès d'un échantillon de 804 personnes, représentatif de la population résidant en Nouvelle-Aquitaine âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par département et catégorie d'agglomération. Les réponses ont été collectées par questionnaire auto-administré.

Les 4 principales difficultés rencontrées par les patients concernent les délais d'obtention des rendez-vous, le refus de nouveaux patients, l'absence de créneaux et de médecins disponibles à proximité :



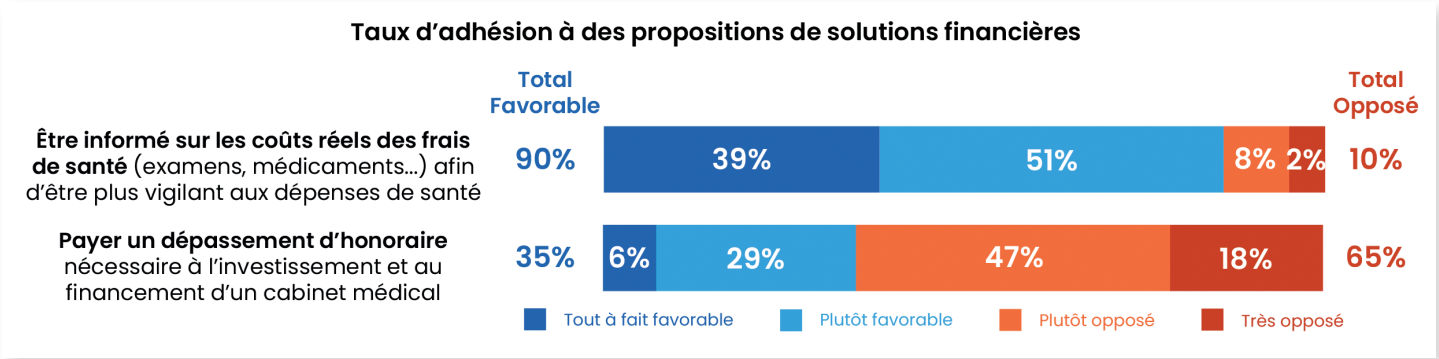
Les résultats ci-dessus montrent que ces tensions ne concernent pas que les libéraux mais l'ensemble du système de santé.

Des solutions axées sur une meilleure efficience de l'organisation des soins

La ressource médicale est une expertise rare qui nécessite du temps, de l'écoute et de l'analyse, auxquels s'ajoutent les tâches administratives et de coordination. Dans un contexte de démographie médicale au creux de la vague, il ne peut y avoir des experts partout. Les néo-aquitains en ont conscience : **52% sont prêts à faire un trajet de 30 minutes pour consulter un généraliste. Pour un spécialiste, 48% accepteraient de consacrer jusqu'à une heure et 20% au-delà.**

Il est nécessaire de travailler l'aménagement des territoires de santé, les pôles de santé, les consultations avancées, les équipes de soins et les coopérations plutôt que de vouloir une proximité absolue. **93% des sondés plébiscitent ainsi le développement des maisons de santé pluridisciplinaires.**

Pour libérer du temps médical, **80% sont favorables à la délégation partielle du suivi des patients** à d'autres professionnels sous la supervision du médecin qui doit rester l'acteur du diagnostic et de la prescription. **72% considèrent que le délai de rendez-vous pourrait être fixé par le médecin à partir d'un questionnaire médical.** La téléexpertise trouve tout son sens pour orienter le patient vers le bon professionnel, le bon examen, au bon moment. Des questionnaires intégrés aux outils de prise de rendez-vous pourraient aussi permettre de mieux prioriser les demandes. **L'objectif n'est pas toujours d'augmenter l'offre, mais de favoriser la pertinence des soins.**



L'épineuse question des tarifs

L'exercice libéral repose aussi sur un modèle économique permettant d'absorber les investissements et les coûts de fonctionnement du cabinet médical. Les sondés n'en ont pas forcément conscience : **71% considèrent les honoraires des spécialistes trop élevés, contre 38% pour ceux des généralistes**. Pourtant, le tarif de la consultation (imposé par la Sécurité Sociale) ou les dépassements d'honoraires ne semblent pas constituer un frein majeur : ils ont représenté une difficulté dans la recherche d'un rendez-vous pour 11 % des patients concernant les généralistes et 13 % pour les autres spécialités.

Par ailleurs, **35% accepteraient de payer un dépassement d'honoraires nécessaire à l'investissement et au financement d'un cabinet médical.** L'institut IFOP souligne qu'obtenir plus d'un tiers de réponses favorables à une question évoquant la possibilité de payer davantage constitue un résultat positif.
Enfin, **9 habitants sur 10 estiment devoir être plus vigilants face aux dépenses de santé** en disposant d'une meilleure information sur les coûts réels de santé.

Retrouvez l'intégralité des résultats du sondage sur notre site internet

MÉDECINS LIBÉRAUX : COMMENT VOUS PERCEVEZ-VOUS ?

L'enquête menée par l'URPS Médecins Libéraux Nouvelle-Aquitaine en avril 2026 auprès de 464 praticiens met en évidence un profond malaise dans l'exercice de la médecine libérale.

Le profil des répondants reflète la démographie médicale régionale :

- 66 % sont médecins généralistes
- 56 % sont des femmes
- 63 % ont entre 35 et 59 ans
- 71 % exercent en collectif
- Plus de 86 % travaillent au moins 35 heures par semaine et 31 % dépassent les 50 heures

Un exercice jugé de plus en plus difficile

Les résultats montrent un niveau élevé d'insatisfaction : **58 % des médecins** interrogés jugent **leurs conditions d'exercice « plutôt mauvaises » ou « très mauvaises »**, contre 42 % qui les considèrent satisfaisantes. Plus marquant encore, 94 % estiment que ces conditions se dégradent.

Trois causes majeures de la dégradation

Le poids administratif

La principale source de lassitude concerne l'explosion des tâches administratives au détriment du temps médical. Beaucoup évoquent une « perte d'indépendance » et certains estiment que les exigences des tutelles prennent désormais le pas sur la relation de soin.

Les dysfonctionnements du système de santé

Les praticiens décrivent un système saturé : difficultés à orienter les patients, pénurie de médecins, allongement des délais d'accès aux soins, surcharge des motifs en consultation.
La hausse de la demande de soins accentue cette pression.

La transformation de la relation médecin-patient

L'enquête met en lumière l'émergence d'un « consumérisme médical » : des patients plus exigeants, multipliant les demandes administratives et remettant parfois en cause les décisions médicales. Les rendez-vous non honorés et certaines agressions verbales participent à un climat d'usure. Les outils numériques et l'IA ont également un impact sur la relation de confiance.

Un sentiment de manque de reconnaissance

L'un des enseignements majeurs de l'étude réside dans le contraste entre la perception des patients et celle des institutions. Les médecins disent se sentir bien considérés par leurs patients (96 % de réponses positives), mais très mal considérés par les pouvoirs publics (90 %), par les médias (82 %) et par l'opinion publique (53%, sentiment général de la population).

Des idées reçues vécues comme injustes

Le mythe du « médecin nanti »

47 % considèrent injuste l'idée selon laquelle les médecins « gagnent trop bien leur vie ».
Les praticiens le justifient par leurs études, les semaines de travail dépassant fréquemment 50 heures, l'absence de congés payés et des charges de fonctionnement élevées.

La « dette » liée au financement des études

42 % dénoncent le discours selon lequel les médecins seraient « redevables » à la société parce que leurs études sont financées par l'État, comme toutes les études universitaires. Beaucoup rappellent le rôle indispensable des externes et internes dans le fonctionnement hospitalier.

La responsabilité des déserts médicaux

33 % rejettent l'idée selon laquelle les médecins seraient responsables de la désertification médicale. Ils attribuent cette situation aux politiques publiques passées, notamment au numerus clausus, ainsi qu'au dénigrement des territoires ruraux.

> *« Les déserts médicaux sont des déserts tout court. Sociaux, scolaires, culturels, etc. Le médecin est un acteur du désert parmi d'autres. »*

Fatigués… mais encore attachés à leur métier

L'enquête révèle un niveau important d'épuisement : certains médecins disent ne pas pouvoir « tenir jusqu'à la retraite », d'autres déconseillent les études de médecine, tandis que beaucoup évoquent une perte de sens et un manque de reconnaissance.
Pour autant, un attachement profond au métier et à la relation humaine demeure.

> *« C'est un magnifique métier que je ne regrette pas d'avoir choisi. À nous de transmettre ces valeurs et cette passion en formant des internes. »*

Les médecins interrogés appellent principalement à **une meilleure information du grand public,** davantage de **transparence sur leur réalité quotidienne,** une **valorisation du rôle de la médecine libérale** dans le système de santé et une **responsabilisation des patients** concernant le parcours de soins et l'usage du système de santé.
L'étude conclut à la nécessité d'une communication plus forte pour rétablir une image jugée déformée de la médecine libérale et restaurer ou garder un climat de confiance.

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION

Poser un regard plus juste sur la médecine libérale dans le quotidien des patients

La perception du médecin libéral est aujourd'hui paradoxale. Dans la relation avec son médecin, le patient reconnaît son expertise, son engagement et la confiance construite au fil du temps. Mais, dans le débat public, les difficultés d'accès aux soins, les délais de rendez-vous et la démographie médicale alimentent une critique globale de la profession. Les médecins sont identifiés par les politiques comme responsables de difficultés qui relèvent de l'organisation du système de santé et de décisions inadaptées prises depuis 40 ans, dont les conséquences se font sentir aujourd'hui.

Votre URPS s'est engagée dans une campagne de communication grand public pour lutter contre cette culpabilisation de la médecine libérale. Il n'est pas question de nier la réalité des problèmes d'accès aux soins ou l'inégale répartition des médecins sur notre territoire. Mais il est fondamental de rappeler le rôle premier des médecins libéraux pour la santé de la population, de valoriser leur action. En Nouvelle-Aquitaine, 50 % des médecins exercent en libéral et assurent à eux seuls 80 % des consultations et des dépistages des cancers. La médecine libérale réalise une part majeure de l'activité chirurgicale et des actes techniques... Du médecin traitant au spécialiste de second recours, une grande partie des soins repose donc sur les médecins libéraux.

Valoriser sans opposer : au-delà du soin, un cabinet à faire vivre

Valoriser la médecine libérale ne signifie pas opposer la ville à l'hôpital. Le système de santé repose sur des piliers complémentaires : libéral, hospitalier, médico-social. Il s'agit de rééquilibrer le regard porté sur une médecine libérale dont la contribution est majeure, mais trop souvent réduite aux seules difficultés d'accès aux soins. Parce qu'être médecin libéral, c'est examiner, diagnostiquer, soigner et suivre ses patients, en favorisant cette relation de confiance qui est plébiscitée par la population. Mais c'est aussi :

- se former, faire évoluer ses pratiques, intégrer de nouvelles techniques et technologies ;
- se coordonner avec les autres soignants et assurer l'organisation qui accompagne les soins ;
- gérer et entretenir son cabinet, financer ses locaux, ses salariés et son matériel, tout en faisant face à la lourdeur administrative et aux risques liés à son activité ;
- faire face parfois à une frustration de patients qui ont eu du mal à trouver un rendez-vous, qui sont angoissés par leur santé, et peuvent devenir agressifs ;
- adapter son organisation, investir et innover pour maintenir la qualité des soins ;
- assurer l'équilibre économique de son activité face à une tarification qui décroît ;
- cumuler plusieurs exercices : consultations en cabinet, intervention en plateau technique, régulation, permanence des soins, engagement dans une MSP, une CPTS ou une ESS, être MSU et encadrer des internes... ;
- et puis avoir aussi une vie personnelle et de famille.



Partir du colloque singulier et du parcours patient

Nous avons choisi de changer de point de vue. Plutôt que de centrer le discours sur le médecin, la campagne invite chacun à regarder son propre parcours de santé. Les messages, volontairement un peu provocateurs, s'appuient sur des situations concrètes et familières : ils montrent un médecin qui connaît son patient dans la durée, l'écoute et mobilise son expertise. La campagne, fondée sur l'enquête réalisée auprès de la profession et sur l'étude conduite auprès du grand public, permet au patient de faire lui-même le constat : derrière chaque consultation, chaque examen et chaque étape, les médecins libéraux assurent son suivi, l'orientent et coordonnent ses soins. L'Union ne cherche pas à embellir la réalité, mais à la rendre visible.

Pendant 3 mois, la campagne sera diffusée dans la presse régionale et sur les réseaux sociaux. Nous comptons également sur vous pour relayer ces messages auprès de vos pairs, de vos proches, des responsables politiques de votre territoire. Nous avons encarté une affiche dans ce journal pour votre salle d'attente : vous trouverez sur notre site d'autres versions d'affiches, notamment avec des déclinaisons par spécialité médicale.

Et n'oubliez pas :
« mon médecin libéral, il est vital ! »

Pour en savoir +

NOUVELLE ÉDITION

JOURNÉE EXERCICE MÉDICAL LIBÉRAL

L'exercice libéral de demain se construit aujourd'hui

SAMEDI 21 NOVEMBRE 2026 - 8H30 À 17H
AU PALAIS DE LA BOURSE - BORDEAUX (33)

Un événement dédié à votre exercice libéral

Avoir les clés d'un démarrage réussi en libéral
Interne ou remplaçant, découvrez les étapes clés pour préparer votre installation et sécuriser votre projet.

Faire évoluer votre organisation et intégrer de nouvelles pratiques
Profitez d'échanges et de ressources pour optimiser votre organisation, faire évoluer vos pratiques et adapter votre activité.

Être accompagné dans vos choix pour votre futur exercice
Identifiez les solutions adaptées à votre projet et bénéficiez des conseils d'experts et de partenaires.

Préparer votre retraite
Anticipez votre fin d'activité grâce à des informations et conseils pour préparer sereinement votre retraite.

En savoir plus

Inscrivez-vous !

JOURNÉE & médecine libérale & éditeurs de LGC

Comprendre les évolutions, anticiper les enjeux : Ségur du numérique en santé et cybervigilance

Jeudi 1er octobre 2026

9h - 17h



Ibis Bordeaux Centre Mériadeck
35 cours du Maréchal Juin 33000 Bordeaux

Parce que les logiciels sont une partie essentielle de votre quotidien de médecin !

Qui de mieux que vous pour faire entendre la voix de la médecine libérale ?

Cette journée est l'occasion de mieux comprendre les changements d'aujourd'hui pour faciliter votre pratique de demain. Venez découvrir les enjeux liés aux logiciels métiers, à la sécurité de vos données pour gagner en simplicité et en liberté dans votre exercice.

& *Renforcez la cybersécurité de votre cabinet*
& *Anticipez les évolutions du Ségur du numérique*
& *Échangez directement avec institutions et éditeurs*

En savoir plus & inscriptions